

dévoilé un plan en cinq étapes prévoyant une réunion entre les États-Unis et une délégation jordano-palestinienne, l'acceptation par le gouvernement américain du principe de l'auto-détermination pour le peuple palestinien, la reconnaissance par l'OLP de la résolution 242, et l'établissement d'un dialogue entre les États-Unis et l'OLP, le tout devant conduire à des négociations multilatérales. Deux semaines plus tard, Israël a annoncé son propre plan de paix qui préconisait des négociations entre Israël, les États-Unis, l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens non membres de l'OLP. En juillet, les parties ont procédé à un échange de propositions sur la représentation palestinienne, mais elles n'ont pu s'entendre sur la présence de membres de l'OLP dans la délégation.

Le Moyen-Orient a été l'objet de discussions à Genève, lors du sommet américano-soviétique d'octobre 1985, mais aucune proposition nouvelle n'a été avancée. En novembre, le roi Hussein s'est rendu à Damas pour s'entretenir avec le président syrien Hafez Assad. L'opposition systématique de la Syrie à toute discussion jordano-israélienne susceptible de laisser de côté le problème du Golan était évidente dans le communiqué émis à l'issue de la réunion de Damas. Le communiqué rejetait la perspective de négociations directes et tout règlement partiel du conflit israélo-arabe.

Les démarches visant à amener Israël et les Palestiniens à la table des négociations se sont néanmoins poursuivies. En janvier 1986, le gouvernement américain a convenu d'inviter l'OLP à une tribune internationale, à condition que l'OLP renonce au terrorisme et accepte la résolution 242. Lorsque le roi Hussein a communiqué cette offre à Yasser Arafat, le chef de l'OLP a précisé qu'il ne pouvait accepter la résolution 242 que si Washington se déclarait en faveur du principe de l'auto-détermination pour les Palestiniens. Les discussions se sont poursuivies jusqu'au 19 février 1986, date où le roi Hussein a déclaré publiquement que l'échec du processus de paix était imputable à l'OLP et que la Jordanie interrompait dès lors ses efforts de médiation.

La réunion entre le président égyptien Hosni Mubarak et le premier ministre israélien Shimon Perez à Alexandrie, les 11 et 12 septembre